

Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

24 avril 2013
Français
Original : anglais

Deuxième session

Genève, 22 avril-3 mai 2012

Désarmement*

Document de travail présenté par les États-Unis d'Amérique**

Dans son discours d'avril 2009 à Prague, le Président Obama a exprimé « clairement et avec conviction la volonté de l'Amérique de garantir la paix et la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires ». En mars 2012 à Séoul, le Président a réaffirmé le soutien des États-Unis à cet objectif et insisté sur les mesures concrètes et à court terme prises par eux en ce sens et qui prévoient de réduire le rôle des armes nucléaires dans notre stratégie de sécurité nationale, de réduire encore notre arsenal nucléaire, d'appliquer le Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (nouveau START), de poursuivre la ratification par les États-Unis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), de rechercher un traité qui mette une fin vérifiable à la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires et de renforcer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) pour qu'il serve d'assise à la coopération.

Les États-Unis donnent l'exemple en honorant leurs obligations selon le TNP et les engagements énoncés dans le Plan d'action de la Conférence d'examen de 2010. Les États-Unis réaffirment leur attachement aux principes de l'irréversibilité, de la vérifiabilité et de la transparence, pierres angulaires du désarmement nucléaire. De plus, les États-Unis collaborent avec tous les autres pays à la mise en œuvre efficace de ce plan d'action pour les trois piliers du TNP.

Réduction des arsenaux nucléaires

Les États-Unis réduisent leur stock d'armes nucléaires depuis plus de quatre décennies. En septembre 2009, leur arsenal nucléaire s'était restreint de 84 % par rapport au pic de 1967. En chiffres absolus, le nombre d'ogives nucléaires de l'arsenal américain est tombé de 31 255 en 1967 à 5 113 au 30 septembre 2009 et

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

** Mise à jour du document de travail présenté sur le même sujet par les États-Unis d'Amérique à la réunion du Comité préparatoire en 2012 (NPT/CONF.2015/PC.I/WP.20).



les réductions ont continué depuis. Durant cette période, les États-Unis ont unilatéralement réduit de 90 % le nombre de leurs ogives nucléaires non stratégiques.

Entré dans sa troisième année, le nouveau START est encore un témoignage de la détermination constante des États-Unis pour réaliser l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. Une fois que les limites prévues par ce traité s'appliqueront en 2018, les forces nucléaires stratégiques des États-Unis et de la Russie plafonneront à leur niveau le plus bas depuis les années 50. Selon ce traité, les États-Unis et la Russie doivent restreindre le nombre de leurs ogives stratégiques déployées à un maximum de 1 550 d'ici à février 2018. Au 1^{er} septembre 2012, les États-Unis possédaient 1 722 ogives sur des missiles balistiques intercontinentaux déployés et des missiles balistiques à lanceur sous-marin déployés ainsi que celles affectées aux bombardiers lourds déployés. En outre, le nombre de nos missiles balistiques intercontinentaux ou à lanceur sous-marin et de bombardiers lourds déployés était de 806 et celui de nos lanceurs de missiles balistiques ou lancés par sous-marins et de bombardiers lourds déployés et non déployés était de 1 034.

Lorsque le Président Obama a signé ce nouveau traité le 8 avril 2010 et encore dans son discours de mars 2012 à Séoul, il a bien exprimé son attachement à d'autres réductions et à la poursuite de pourparlers avec la Russie en vue d'autres réductions de toutes les catégories d'armes nucléaires (stratégiques, non stratégiques, déployées et non déployées). Dans son allocution sur l'état de l'Union en 2013, le Président a réitéré son attachement à d'autres réductions des arsenaux nucléaires des États-Unis et de la Russie. À cette fin, les États-Unis s'efforcent de favoriser la stabilité stratégique et d'améliorer la transparence sur une base réciproque avec la Russie par un dialogue constant au Groupe de travail pour le contrôle des armements et la sécurité internationale de la Commission présidentielle bilatérale États-Unis-Russie.

La révision en 2010 de la doctrine nucléaire des États-Unis a défini leur démarche visant à réduire les dangers nucléaires et à poursuivre l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. Elle met en évidence la pensée des États-Unis sur le rôle fondamental des armes nucléaires : dissuader toute attaque nucléaire contre eux, leurs alliés et leurs partenaires. En conséquence et afin de prendre en compte l'environnement de la sécurité au XXI^e siècle, les États-Unis ont annoncé dans cette révision qu'ils n'utiliseront pas les armes nucléaires ni ne menaceront de les utiliser contre les États non dotés d'armes nucléaires parties au TNP et qui s'acquittent de leurs obligations de non-prolifération nucléaire.

À la revue de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN en mai 2012, les alliés ont reconnu l'importance des assurances de sécurité négative données par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Ils ont également reconnu la valeur de ces déclarations pour essayer de décourager la prolifération nucléaire.

Concernant la modernisation, la révision de la doctrine nucléaire des États-Unis en 2010 a précisé qu'ils ne mettront pas au point de nouvelles ogives nucléaires et que leurs programmes de prolongation ne soutiendront pas de nouvelles missions militaires et ne fourniront pas de nouveaux moyens militaires. Comme toutes les autres nations, les États-Unis ont intérêt à ce que se perpétue le non-usage des armes nucléaires qui dure depuis près de 68 ans.

En mai 2012, la revue de la posture de dissuasion et de défense a précisé que l'OTAN est décidée à rechercher un monde plus sûr pour tous et à créer *les conditions d'un monde exempt d'armes nucléaires* conformément aux objectifs du TNP de manière à promouvoir la stabilité internationale en s'appuyant sur le principe d'une sécurité non diminuée pour tous. Depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN a fortement réduit le nombre, les types et la disponibilité opérationnelle des armes nucléaires établies en Europe ainsi que son inclusion de ces armes dans sa stratégie. L'OTAN a dit qu'elle est prête à envisager de réduire encore ses besoins en armes nucléaires non stratégiques dans le cadre de mesures réciproques de la part de la Russie, en tenant compte de la disparité de ces armes en Europe entre les arsenaux russe et américain et de l'état général de la sécurité.

Le but d'un monde sans armes nucléaires ne sera pas atteint de sitôt. Il y faudra une volonté et une persistance constantes et le recours à des mesures concrètes et pratiques. Dans son discours de Prague en 2009, le Président a réaffirmé que, tant qu'il existera des armes nucléaires, les États-Unis conserveront un arsenal sûr et efficace, tant pour dissuader leurs adversaires éventuels que pour prouver à leurs alliés et à leurs autres partenaires de sécurité qu'ils peuvent compter sur les engagements pris par les États-Unis en la matière.

Vérification, transparence et confiance

Les États-Unis soutiennent fermement le principe selon lequel le respect des accords sur le contrôle des armements et le désarmement doit être contrôlé et rigoureusement imposé. Nous pensons aussi que le partage de l'information et que les mesures de confiance contribuent à la stabilité et à la sécurité en renforçant la prévisibilité et que la transparence est essentielle pour instaurer la confiance qui permet de bâtir les fondations nécessaires à la poursuite du désarmement.

Les dispositions strictes et étendues du nouveau START relatives à la vérification témoignent de l'importance de la transparence et d'une vérification efficace pour garantir la prévisibilité et la stabilité des relations internationales. La mise en œuvre du Traité se déroule très bien. Les inspections sur place et autres mesures de vérification donnent confiance à chaque partie. La Commission consultative bilatérale s'est réunie cinq fois, la dernière en février 2013, et elle s'est révélée un forum efficace pour régler les questions importantes de la mise en œuvre du Traité. En outre, grâce à leurs centres respectifs de réduction du risque nucléaire, les États-Unis et la Russie ont échangé plus de 3 800 notifications sur leurs forces stratégiques couvertes par le Traité concernant leur nombre, leur emplacement, leurs mouvements et leur élimination.

Les mesures unilatérales de transparence sont elles aussi cruciales. On citera par exemple la publication en 2010 par les États-Unis des chiffres relatifs à leur stock d'armes nucléaires, et l'exposé, dans la révision de leur doctrine nucléaire en 2010, du rôle réduit de ces armes dans leur stratégie nationale. Par ailleurs, les milieux nucléaires américains étudient les mesures techniques nécessaires pour faire de l'irréversibilité, de la vérifiabilité et de la transparence les éléments indispensables à la poursuite du désarmement nucléaire et réfléchissent aux moyens d'y collaborer avec d'autres parties au TNP. Les États-Unis jettent les bases des futures initiatives de transparence et de vérification, comme la gestion de l'accès aux sites sensibles et le partage de moyens potentiellement délicats de mesurer la

vérification. Les recherches comprennent la mise au point de matériaux de détection nucléaire de pointe, le renforcement des capacités de la chaîne de responsabilité et la réalisation d'expériences sur la physique des sources sismiques et la migration des gaz rares afin d'améliorer les capacités de détection des essais nucléaires.

Depuis la Conférence des Parties de 2010, les cinq États dotés de l'arme nucléaire reconnus par le TNP (dits les 5P) se sont rencontrés régulièrement pour se pencher sur nos engagements au titre du Plan d'action de cette conférence et examiner les progrès accomplis à cet égard. Cela s'ajoute aux efforts de chacun visant à promouvoir la transparence et la vérifiabilité et à tenir les engagements afférents au Plan d'action. Les 18 et 19 avril 2013, la Russie a accueilli la quatrième Conférence, elle aussi fructueuse, des 5P. Le processus des 5P a élargi le dialogue bien établi des États-Unis et de la Russie sur le désarmement nucléaire pour en faire un engagement constant des 5P conforme à nos obligations selon l'article VI du TNP et à nos engagements suivant le Plan d'action.

Essais nucléaires

Dans son discours de Prague, le Président Obama a promis que pour la ratification du TICE par les États-Unis, son gouvernement continuerait à agir : à cette fin, il a dialogué avec le Sénat des États-Unis en jetant les bases du réexamen du Traité par celui-ci. Tout en préparant le terrain de la ratification par les États-Unis, le Gouvernement a encore encouragé tous les États ne l'ayant pas encore fait à signer et à ratifier le Traité, et à œuvrer pour sa prompte entrée en vigueur.

Le dernier essai d'un dispositif nucléaire explosif par les États-Unis remonte à septembre 1992 et ils ont récemment célébré 20 années sans essais nucléaires. Ils maintiennent un moratoire volontaire sur eux, n'ont pas l'intention de les reprendre et appellent tous les États à s'abstenir d'en effectuer. La révision de la doctrine nucléaire en 2010 a rappelé que les États-Unis n'ont plus besoin d'essais nucléaires pour garantir la sécurité et l'efficacité des armes qu'il leur reste, préférant s'appuyer sur leur programme bien établi de contrôle des stocks. Les États-Unis invitent donc tous les États, y compris la République populaire démocratique de Corée, à s'abstenir d'effectuer de tels essais.

Outre leurs moyens techniques nationaux renforcés pour contrôler les explosions nucléaires, les États-Unis ont continué de promouvoir le régime de surveillance et de vérification prévu par le TICE, et notamment le système de surveillance international appuyé par le Centre international de données et les éléments du Traité relatifs aux inspections sur place. Les États-Unis apportent encore des connaissances techniques pour améliorer l'utilisation des technologies d'inspection sur place visées dans le Traité, et collaborent toujours avec le secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et avec des partenaires internationaux afin de se préparer à un exercice intégré d'inspections sur place en 2014. Les États-Unis ont continué de coopérer étroitement avec ledit secrétariat à la conception et aux plans d'achat concernant la réinstallation de la station hydroacoustique dans les îles Crozet de l'océan Indien. Les États-Unis ont financé ce projet à hauteur de 25,5 millions de dollars et fourni des contributions volontaires en nature de 8,9 millions et de 7,5 millions de dollars en 2011 et 2012

respectivement pour d'autres projets destinés à accélérer la mise au point du régime de vérification du Traité.

Matières fissiles

Cela fait de nombreuses années que les États-Unis s'appliquent unilatéralement à démanteler des milliers d'ogives nucléaires et à prendre d'autres mesures afin de réduire leur arsenal nucléaire, en sus de satisfaire les impératifs des accords internationaux. Dans l'intervalle, ils n'ont pas produit, pour la fabrication d'armes, d'uranium fortement enrichi (UHE) ni de plutonium depuis 1964 et 1988 respectivement.

Les États-Unis travaillent depuis plusieurs années avec la Russie afin d'éliminer les stocks excédentaires de matières fissiles utilisables dans les ogives nucléaires. En 1994, 174 tonnes d'UHE ont été supprimées du programme américain d'armement nucléaire. En 2005, les États-Unis ont annoncé la suppression d'environ 200 tonnes d'UHE (de quoi faire plus de 11 000 armes nucléaires), dont 160 étaient destinées à servir de combustible naval, 20 à répondre aux besoins des réacteurs de recherche et spatiaux, et 20 à subir une dilution vers l'uranium faiblement enrichi. À ce jour, les États-Unis ont dilué 134 tonnes de leurs propres stocks d'UHE vers l'uranium faiblement enrichi comme combustible de réacteur. De plus, selon l'accord de 1993 sur l'achat d'UHE conclu par les États-Unis et la Russie, 472 tonnes d'UHE russe d'origine militaire, correspondant à environ 18 900 armes nucléaires, ont été diluées pour servir de combustible de réacteurs commerciaux aux États-Unis; on pense que l'objectif des 500 tonnes prévu dans cet accord sera atteint dès 2013.

En outre, plus de 60 tonnes de plutonium ont été éliminées des stocks de défense américains, dont 34 ont été incluses dans l'accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Fédération de Russie concernant la gestion et l'élimination du plutonium classé comme n'étant plus nécessaire à des fins de défense et la coopération connexe. En juillet 2011, les États-Unis et la Russie ont mis en vigueur cet accord et les protocoles de 2006 et de 2010. L'accord modifié oblige chaque pays à éliminer au moins 34 tonnes excédentaires de plutonium de qualité militaire, de quoi produire environ 17 000 armes nucléaires. Cette élimination, qui sera soumise à la surveillance de l'AIEA, rendra cette matière inutilisable pour l'armement nucléaire.

Les États-Unis restent sûrs que la fin constatée de la production de matières fissiles pour l'armement nucléaire est essentielle et constitue la prochaine étape logique et multilatérale vers le désarmement. Nous avons œuvré pour amorcer la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement et nous sommes déçus du peu de progrès qui y a été fait. Nous nous employons aussi à exploiter, en marge de la Conférence du désarmement, les possibilités de progresser vers la négociation d'un tel traité, y compris par des consultations sérieuses entre les États qu'il affecterait directement. Nous espérons que le groupe d'experts gouvernementaux qui sera constitué à l'ONU selon la résolution 67/53 de l'Assemblée générale donnera également une impulsion à ladite conférence.

Efforts de désarmement non nucléaire et de contrôle des armements

En prenant en 1969 la décision de mettre fin unilatéralement à leur programme d'armes biologiques et en dirigeant la négociation de la Convention de 1972 sur les armes biologiques ou à toxines (CIAB), les États-Unis ont démontré très tôt et de manière notable, dans les domaines des armes biologiques, chimiques et classiques, leur volonté novatrice d'œuvrer en faveur du désarmement. Au fil des années, nous avons beaucoup contribué au renforcement de cette convention et guidé par son biais les efforts visant à répondre aux menaces nouvelles. Cela s'est fait grâce aux efforts connexes mettant en jeu non seulement les gouvernements mais aussi les milieux non gouvernementaux, scientifiques et policiers, ainsi que le secteur privé dans des domaines comme la technologie à double usage, la biologie synthétique et les codes de conduite pour experts en sciences de la vie. À la septième Conférence d'examen de ladite convention en 2011, M^{me} Clinton, alors Secrétaire d'État, a souligné la nécessité de prendre des mesures pratiques pour renforcer la confiance internationale en la tenue par tous les pays de leurs obligations selon la convention. À cette fin, les États-Unis se sont astreints à la transparence concernant les organismes, projets et installations liés à nos programmes de biodéfense. Les États-Unis poursuivent leurs initiatives visant à ce que les sciences de la vie ne soient pas perverties et à renforcer la prévoyance et les capacités de riposte internationales.

Les États-Unis restent inébranlablement attachés à la Convention sur les armes chimiques (CIAC) et continueront d'œuvrer de manière transparente vers la destruction complète du peu d'armes chimiques qu'il leur reste. À ce jour, nous en avons détruit environ 90 %. Les États-Unis sont fermement attachés aussi à la non-prolifération de ces armes et à la vigilance contre leur retour. Cela exigera l'adhésion de tous les États parties et un effort persistant d'universalité dans plusieurs domaines. Nous reconnaissons que la prévention du retour des armes chimiques exige un inspectorat fort, un régime de vérification industrielle rigoureux et la promulgation par tous les États parties des régimes juridiques internes nécessaires pour mettre en vigueur toute la CIAC. Ce sont là des domaines qui resteront d'une importance vitale pour la réussite et la longévité de la CIAC et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, qui est chargée de sa mise en œuvre. La troisième Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques s'est penchée sur ces questions et a travaillé avec des partenaires internationaux afin que la CIAC reste un important instrument pour la paix et la sécurité mondiales.

Dans la communauté internationale, les États-Unis ont continué de jouer un rôle de premier plan pour contrôler les armements classiques. Par exemple, le Document de Vienne 2011 sur les mesures de confiance et de sécurité, le Traité « Ciel ouvert » et le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, qui sont les trois piliers du contrôle des armements classiques en Europe, sont le fondement même de la transparence militaire pour les armes classiques et de la confiance dans la région euratlantique. Les États-Unis poursuivent leur collaboration active avec les alliés de l'OTAN, la Russie et d'autres partenaires afin de définir les impératifs futurs pour moderniser le régime de contrôle des armements classiques en Europe.

Les États-Unis ont contribué d'autres façons aux efforts de désarmement visant les armes classiques. Fin 2010, nous avons cessé d'utiliser les mines

persistantes, tant antipersonnel qu'antivéhicule. Depuis 1993, nous avons fourni plus de 2 milliards de dollars à plus de 90 pays pour leurs programmes de destruction d'armes classiques, en particulier pour le déminage et l'élimination des munitions non explosées; la destruction des munitions et des armes classiques excédentaires, mal sécurisées ou présentant d'autres risques; et la sécurité physique et la gestion des stocks d'armes et de munitions justifiées par les besoins de la sécurité. Nous coopérons depuis 2003 avec nos partenaires dans le but de réduire, dans 38 pays, plus de 33 000 systèmes antiaériens portables excédentaires, mal sécurisés, détenus illégalement ou présentant d'autres risques. Nous soutenons également la mise en œuvre de la Convention sur les armes inhumaines et des Protocoles s'y rapportant.

La voie à suivre

Les États-Unis font des progrès considérables et retentissants pour mettre en œuvre l'article VI du TNP et agissent, seuls et avec les autres membres des 5P, afin de mettre en place les éléments de nouvelles avancées. L'exécution du programme révélé par le Président Obama à Prague et celle du Plan d'action de 2010 sont en bonne voie. Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste à faire.

Les États-Unis continueront de s'acquitter par étapes de leurs obligations conformément à l'article VI et aux engagements découlant du Plan d'action de 2010 pour les trois piliers du TNP. Ils continueront également à encourager les autres parties au Traité à faire de même. Comme il ressort de l'article VI, toutes les parties au Traité ont un rôle à jouer dans le désarmement.
